

Daniel Audoux

L'Actualité du Trotskysme

*La Quatrième Internationale,
pour l'émancipation des travailleurs*



« Aujourd'hui, avec l'effondrement du stalinisme d'une part, et le surgissement des formes disons – classiques – de processus révolutionnaires (comme en Tunisie ou en Grèce par exemple) d'autre part, réapparaissent le personnage et la pensée de Léon Trotsky comme l'authentique voie pour la défense des classes ouvrières dans la voie du socialisme », Esteban Volkov, petit-fils de Trotsky, en 2012, dans une interview accordée à Alain Benjamin, membre du comité de rédaction de la Vérité, revue théorique de la Quatrième Internationale.

Introduction

« La tâche centrale de la Quatrième Internationale consiste à affranchir le prolétariat de la vieille direction dont le conservatisme se trouve en contradiction complète avec la situation catastrophique du capitalisme à son déclin et constitue le principale obstacle au progrès historique. L'accusation capitale que la Quatrième Internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie ».

« Dans tous les pays, le prolétariat est saisi d'une profonde angoisse. Des masses de millions d'hommes s'engagent sans cesse sur la voie de la révolution. Mais chaque fois, elles s'y heurtent à leurs propres appareils bureaucratiques conservateurs »

Quoi de plus actuelles que ces phrases du programme de transition, programme de fondation d'une nouvelle Internationale en 1938 face aux multiples trahisons des deuxième et troisième Internationales !

La révolution tunisienne en 2011, dont l'étincelle fut le suicide du jeune diplômé chômeur Mohammed Bouazizi de Sidi Bouzid) fut une véritable révolution prolétarienne avec, au centre de la mobilisation populaire, la classe ouvrière, qui a chassé Ben Ali, qui s'est dressée autour des mots d'ordre « *Du pain, de l'eau, pas Ben Ali !* », pour ses droits, pour la démocratie et la souveraineté de la nation, qui a reconstitué son organisation syndicale historique, l'UGTT, et constitué, à la base, de multiples comités de défense de la révolution, cherchant même, à plusieurs reprises, à les centraliser (par exemple, l'appel du comité de Metlaoui, le 25 avril 2011, à un congrès national des comités de protection de la révolution pour affirmer son propre pouvoir contre celui de la minorité aux mains de l'impérialisme). Tout un processus se développa alors pour en appeler à une Constituante souveraine, mais les obstacles furent nombreux, nous y reviendrons ; Octobre 17 semble pour l'instant bien loin de Février (encore qu'à la suite de l'assassinat d'un des leaders de l'opposition, Chokri Belaïd, début février 2013, et à l'appel de l'UGTT, des centaines de

milliers de Tunisiens aient fait « grève générale » et soient descendus dans la rue aux cris de « nous pouvons nous contenter de pain et d'eau mais débarrassez-nous d'Ennahda ! « Le peuple veut la chute du régime », « Le peuple veut une nouvelle révolution », et s'en est pris au chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi : « Ghannouchi assassin ».

Dans la foulée, la mobilisation révolutionnaire des masses en Egypte chasse Moubarak du pouvoir, puis en décembre 2012 et janvier 2013, après avoir menacé directement le nouveau président Morsi, soutenu par les Frères musulmans, aux cris de « Morsi, dégage ! », « le peuple veut la chute du régime ! », (à Mahala, il est même question de « sécession » depuis des semaines : les délégués élus dans les quartiers et dans les ateliers, avec les groupes de jeunes gens armés, s'efforcent d'assurer la survie collective contre l'État, la police, l'armée et les frères musulmans), finit, le 3 juillet 2013, par « dégager » Morsi, au terme de gigantesques manifestations, notamment préparées par le mouvement « Tamarrod » (rébellion en arabe), et un appel à en finir avec le gouvernement, signé par 23 millions d'égyptiens (en attendant un troisième temps de la révolution pour chasser le général Al-Sissi), sans même parler des mobilisations de masse au Yémen, à Bahreïn, en Jordanie...

Cette irruption des masses concrétise non pas une révolution « arabe », mais un processus révolutionnaire international qui frappe notamment l'Europe, en Grèce où la crise révolutionnaire se poursuit, en Espagne où, le 15 septembre, des centaines de milliers de manifestants, venus de toutes les régions d'Espagne, dans une marche sur Madrid, se sont rassemblés sur la grande place Colon, au centre de la capitale, autour d'une immense banderole rouge clamant : « Ils veulent ruiner le pays, il faut l'empêcher ».

Cette manifestation nationale, appelée par les deux grands syndicats espagnols, l'UGT et les CCOO, fait suite à une mobilisation ouvrière quasi permanente, depuis des mois, contre la politique d'austérité et qui avait culminé le 29 mars dans la grande grève d'un million de travailleurs. Le 11 juillet les mineurs marchaient sur Madrid après deux mois de grève. Le 19 juillet une journée nationale de protestation y réunissait déjà des centaines de milliers de manifestants).

Le 3 mars 2013 au Portugal, un million et demi de Portugais (dans un pays de 10 millions d'habitants) ont manifesté contre la Troïka et le gouvernement Coelho ; selon le manifeste de ce mouvement lu à Lisbonne, les manifestations sont « une motion de censure émanant du peuple » et « Ce gouvernement n'a pas de légitimité. Il a contre lui la population qui exige, comme condition préalable, sa démission, la fin de l'austérité et de la domination de la Troïka sur le peuple, qui est souverain. Ça suffit ! D'évidence, ils sont démissionnés. Que le peuple commande ! »

En même temps en Bulgarie, des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans la rue, contraignant le gouvernement à la démission (« la nationalisation ou la mort » contre les hausses des factures d'électricité pratiquées par les compagnies privatisées)

Et en 2014, c'est la Bosnie où s'est développé un soulèvement révolutionnaire ; dès le départ, la colère de ce mouvement prolétarien est dirigée essentiellement contre le chômage, les privatisations, les salaires et pensions insuffisants pour vivre, et aussi contre la corruption et le luxe insolent des politiciens, des hauts-fonctionnaires et autres bourgeois maffieux qui se sont enrichis sur le dos de la population avec les privatisations.

Dans les manifestations et les assemblées générales, ce qui est notamment mis en avant c'est le refus des divisions nationalistes. A Zenica, un slogan ironique lors d'une manifestation le 10 février était « Nous avons faim » en trois langues (Bosniaque, croate et serbe).

Le mouvement continue avec des manifestations presque quotidiennes dans plusieurs villes comme Tuzla, Mostar, Bihac, Zenica ou Sarajevo, avec comme mots d'ordre principaux : « non au nationalisme », « non à Dayton », arrêt des privatisations », gouvernement du peuple ».

Autre revendication particulièrement intéressante, c'est celle qui consiste à réduire les traitements des élus et des hauts-fonctionnaires et à abolir leurs privilèges comme le maintien du salaire après leur mandat. A Tuzla et à Mostar, a été adopté ce principe qui date de la Commune de Paris, de la baisse du traitement des élus au niveau du salaire ouvrier moyen.

Aucun mot sur les médias français sur ce glorieux mouvement bosnien, au plein cœur de l'Europe, qui s'en prend à la division « ethnique » voulue dans les années 1990 par les milices fascistes serbes et croates, par l'Union Européenne et les USA, et sanctionnée par les accords de Dayton en 1995. Et on ne peut pas plus présenter ce mouvement comme « pro-européen » que celui de la place Maidan à Kiev. L'Ukraine est un nœud essentiel de l'Europe, la vraie, qui n'est ni celle de la Commission de Bruxelles et de la BCE de Francfort, ni l'Union eurasiennne préconisée par Poutine, mais un concert de nations luttant ensemble contre tous les empires en une révolution permanente visant à l'émancipation commune. Pas d'indépendance nationale, pas de démocratie, pas de souveraineté, sans révolution sociale et internationale.

Turquie, Brésil, Bosnie..., Afrique aussi où une insurrection populaire vient de chasser le président Blaise Compaoré, et sans doute bientôt Italie (60 % des Italiens rejettent l'Union européenne)... et France !

La seule réponse de l'impérialisme : la guerre, la barbarie... La création de toutes pièces (financement et armement directs et indirects) d'un ennemi implacable – l'Etat islamique –, tente de faire diversion et de terroriser les peuples... la guerre contre la révolution, c'est la réponse constante de l'impérialisme ! La guerre en permanence (Irak, Afghanistan, Somalie, Soudan, Palestine, Libye, Syrie, Mali, Centrafrique...), c'est la bannière du capitalisme pourrissant un siècle après 1914 !

La révolution prolétarienne contre la guerre c'est la réponse du Trotskysme.

En France, une crise révolutionnaire ouverte affleure, quelle en sera l'étincelle ? Par exemple, un appel de travailleurs d'une entreprise menacée dans tel département, appelant l'ensemble du département à monter en masse à Paris, à occuper une place centrale comme en Egypte, en exigeant l'interdiction des licenciements et la nationalisation... pourrait être le détonateur, cristallisant toute la situation politique, de plus en plus insupportable pour le peuple face à Hollande-Valls les petits commis de l'Union européenne au service du capital financier.

Le retentissement médiatique d'une telle initiative, ses répercussions à travers tout le pays, poseraient inéluctablement la question du pouvoir et de qui doit diriger le pays.

Hollande à sa façon pose le problème en affirmant dans une interview au *Nouvel Observateur* en septembre 2014 : « ce qui pourrait me pousser à une dissolution (qui en elle-même ne changerait rien ou presque à la politique suivie) serait soit un défaut de majorité, soit une grève générale comme en mai 68 ».

« Bloquer tout le pays », c'est ce qui monte de plus en plus d'en bas et « Balayer les institutions de la cinquième république », une nécessité en haut pour donner le pouvoir au peuple.

« Dégage ! », l'expression adressée aux dictateurs Ben Ali et Moubarak a fait rapidement le tour du monde, injonction adressée à tous les dirigeants de droite comme de gauche, complètement inféodés à l'impérialisme américain et l'Union Européenne.

La France, quant à elle, a des traditions révolutionnaires bien ancrées : 1789-1794, 1830, 1848, 1871, 1919-1920, 1936, 1945-1947, 1953, 1968...

Les grèves généralisées de 1995 et 2003 dans les services publics, la révolte des banlieues en novembre 2005, la grève générale des étudiants et lycéens pour le retrait du contrat première embauche (CPE) en 2006, puis en novembre 2007 contre la réforme des universités, la grève pendant 10 jours à la S.N.C.F et à la R.A.T.P contre la réforme des régimes spéciaux de retraite, la grève générale pendant un mois et demi en Guadeloupe au début de l'année 2009, les multiples grèves contre la réforme de retraites de 2010, les séquestrations de patrons et de cadres dirigeants ne sont-elles pas des signes annonciateurs d'une nouvelle situation révolutionnaire, malgré et contre la politique des dirigeants syndicaux et des dirigeants du PS et du PCF (respect des échéances, caution du pouvoir en place par l'acceptation d'un pseudo dialogue social, appel à des journées d'action sans lendemain...)?

Sans même parler des 55 % qui ont voté Non au référendum sur le projet de constitution européenne le 29 mai 2005, des 20 millions d'abstentions, de votes blancs, lors du deuxième tour des présidentielles de 2012, faisant de F.Hollande le président le plus mal élu et des 10 % qui votent régulièrement aux différentes élections depuis une quinzaine d'années pour des candidats se réclamant du Trotskysme (même si aux présidentielles de 2012, c'est l'ancien trotskyste, mais le vrai social-démocrate, Mélenchon, qui a capté l'essentiel de cet électorat !).

Ces dirigeants PS et PCF, ces dirigeants syndicaux, ont tous voté Chirac en 2002 et sont tous d'accord en effet pour garder, sous une forme ou sous une autre, l'Union européenne, véritable courroie de transmission des intérêts du capital financier US, de Wall Street et des grandes multinationales américaines (les fonds de pension US possèdent 40, 50, 60 % du capital des entreprises « européennes »).

La bureaucratie stalinienne est morte en 1991, mais la politique contre-révolutionnaire des différents PC continue désormais au profit direct de l'impérialisme.

Ne voit-on pas par exemple le PC sud-africain soutenir le gouvernement ANC contre la grève des mineurs noirs en lutte contre l'exploitation capitaliste et les propriétaires blancs de l'Anglo American Platinum pour des augmentations de salaires, gouvernement Zuma qui n'hésita pas, en août 2012 à envoyer sa police massacrer les travailleurs (officiellement 34 morts tués par balles), ce qui n'empêcha ni la constitution d'un syndicat indépendant, l'ACMU, contre le syndicat officiel inféodé au régime, le NUM (affilié à la COSATU), ni

la constitution de comités de grève élus par les travailleurs, autres signaux forts de la nouvelle situation mondiale en train de basculer.

Et en France qu'a donc fait le gouvernement Jospin, « *le plus à gauche de toute l'Europe* » selon les termes mêmes de l'ancien trotskyste J.L. Mélenchon (« ancien », c'est le moins qu'on puisse dire, avec sa « révolution citoyenne » dressée contre la révolution prolétarienne), avec la participation pleine et entière du PCF ?

- Il a privatisé plus que les gouvernements Balladur et Juppé réunis.
- Il a accepté sans conditions le traité d'Amsterdam.
- Il a rétabli le travail des enfants dès l'âge de 13 ans et le travail de nuit des femmes.
- Il a financé à coups de millions et de millions les églises de toutes confessions.
- Il a laissé passer tous les licenciements avec sa loi de modernisation sociale.
- Il a remis en cause les statuts et les conventions collectives en imposant, par la loi Aubry, flexibilité, annualisation et modération salariale.
- Il a menacé l'unité de la République par ses projets sur la Corse et le développement de la régionalisation, l'un des axes majeurs de l'Union Européenne pour démanteler les nations, projets que les gouvernements Raffarin, De Villepin, Fillon, Valls, se sont empressés de reprendre et d'amplifier.
- Il a poursuivi le plan Juppé et voulu instaurer une protection sociale minimum pour rendre indispensable le recours aux assurances privées.
- Il a supprimé des dizaines de milliers de lits dans les hôpitaux, les maternités.
- Il a acté avec Chirac à Barcelone la future contre-réforme des retraites.

La liste est longue et loin d'être close. Et il voulait de nouveau être candidat (alors qu'il avait annoncé le contraire) pour continuer à mettre en œuvre la même politique comme d'ailleurs tous ses concurrents au sein du PS !

Aujourd'hui, c'est Hollande qui s'y colle, mais alors, dans quelles conditions ! En moins de 6 mois, la ratification du traité budgétaire européen mis au point par Sarkozy et Merkel, imposant l'austérité à perpétuité, le déferlement du chômage (1500 chômeurs de plus chaque jour !), le pacte de compétitivité, suite au rapport Gallois et son cadeau de 20 milliards d'euros au patronat, la soumission aux intérêts des grands groupes capitalistes comme Peugeot et ArcelorMittal, le blocage des salaires et des retraites, la contre-réforme des retraites, les expulsions d'immigrés...

Et pour la seule année 2014, le gouvernement Hollande-Valls, aux ordres de l'Union européenne, décide de s'attaquer à la Sécurité sociale en organisant une coupe de 700 millions d'euros dans les allocations familiales et en bafouant ainsi les principes fondateurs de 1945-46 organisant l'égalité des droits pour tous, droits qui ne sauraient dépendre de la situation financière de chacun ! Cette décision inique s'inscrit dans son « fameux » pacte de responsabilité qui offre 40 milliards d'euros aux patrons tout en réduisant les dépenses publiques de 50 milliards.

Par ailleurs, ce gouvernement démantèle les services publics, asphyxie les communes, consacre des milliards et des milliards à une guerre tous azimuts...

Sa cible est bien la remise en cause de tous les acquis sociaux au nom du non moins « fameux » coût du travail qu'il faut à tout prix réduire pour répondre aux exigences du patronat et de son chef Gattaz... Hollande veut aller jusqu'au bout de sa soumission aux intérêts capitalistes, endossant défaite électorale sur défaite électorale (municipales, européennes, partielles...) et battant tous les records d'impopularité (13 % de confiance en 2014).

130 ans plus tôt, voici les mesures que prit en 72 jours le premier gouvernement ouvrier de l'histoire de l'humanité, la Commune de Paris, avant qu'elle ne soit massacrée en mai 1871 par Thiers et les représentants des capitalistes, spéculateurs et privilégiés de l'époque :

- Réquisition des usines dont les patrons sont incapables d'assurer la gestion.
- Suppression du travail de nuit pour les catégories qui y sont soumises.
- Réquisition des logements vacants pour les ouvriers sans logement.
- Remise de l'ensemble des loyers en retard.
- Abolition des amendes imposées aux travailleurs.
- Établissement de l'instruction publique laïque.
- Expulsion des congrégations religieuses de l'école et séparation de l'église et de l'État.
- Adoption d'un décret limitant à 8 heures la journée de travail.
- Garantie légale de l'égalité juridique des femmes et des hommes.
- Obligation que tous les élus, sans exception, y compris les plus élevés, touchent au maximum le salaire d'un ouvrier.
- Abolition de l'armée permanente.

Aujourd'hui, seuls les trotskystes (avec les anarchistes) continuent de s'en réclamer.

Ces explosions sociales de novembre-décembre 1995, de mai-juin 2003, de mars-avril 2006, ces millions de manifestants, ces assemblées quotidiennes reconduisant la grève, élisant des comités d'unité d'action avec les syndicats, des comités de grève, préfigurent le mouvement d'ensemble, la grève générale, qui posera concrètement la question du pouvoir, de « qui doit diriger la société » et « pour défendre quels intérêts » ?

Déjà à l'époque, Pierre Guillen, vice-président du C.N.P.F. (futur M.E.D.E.F.) soulignait dans un rapport du 29.1.1996 « *le réveil des trotskistes dans le mouvement social* » (les adversaires du Trotskysme préférèrent l'écrire avec un « i ») et le nouveau patron du Medef, P.Gattaz, vient de dénoncer en Octobre 2014 « les trotskistes masqués » ! Décidément, une constante !

Quels sont donc les buts du Trotskysme ?

La fin du système capitaliste, de la loi du profit, la socialisation de l'économie, la propriété commune (Communisme) des ressources de la planète (comme c'est encore le

cas pour l'espace, les grands fonds marins, encore largement inexploités), leur planification rationnelle en fonction des besoins sociaux et individuels. Un tel résultat permettrait tout à la fois :

- d'utiliser la machine, le robot, l'ordinateur, exclusivement au service de l'homme pour le libérer des tâches pénibles et répétitives.
- de diminuer très fortement le temps de travail pour pouvoir donner à chacun un véritable travail en fonction de ses aptitudes.
- de produire tous les biens et services nécessaires (sans référence à la solvabilité !) pour que chacun puisse se nourrir, se vêtir, se loger, se soigner, s'éduquer correctement (« *la fin de la préhistoire humaine* », selon K. Marx).
- de faire dépérir, grâce à la fraternité entre les peuples, les haines raciales, les divisions ethniques, religieuses...
- d'économiser les sommes fantastiques consacrées à l'armement, à la drogue, à l'endettement, à la spéculation...
- de dégager un temps suffisant aux activités artistiques, sportives, de loisirs, de recherche... et aussi aux activités politiques : ainsi, chacun pourrait directement participer à l'exercice du pouvoir suivant les principes de la Commune de Paris (démocratie directe), par l'élection, dans les assemblées de travailleurs, de citoyens, sur les lieux de travail et dans les quartiers (là où les gens se connaissent), de comités, de conseils de délégués mandatés par ces assemblées, révocables en cas de non respect du mandat et sans aucun privilège attaché à l'élection (ce qui tuerait dans l'œuf toute corruption), comités et conseils fédérés au niveau local, départemental, national.
- Un comité national représentatif de toutes les couches de la population pourrait ainsi être mis en place, réalisant le Gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple, tendant la main aux autres peuples...

Ce serait un nouveau bond de la civilisation humaine mettant son intelligence au service exclusif de l'épanouissement collectif et individuel des êtres humains, dans le respect des grands équilibres écologiques.

Telle est la perspective du Trotskysme, du Communisme au sens de Marx et de Lénine.

Elle nécessite une révolution sociale chassant du pouvoir les capitalistes, brisant leur Etat, rassemblant l'immense majorité de la population (qui ne vit pas de l'exploitation de l'homme par l'homme) et la construction de Partis révolutionnaires, d'une Internationale, Parti mondial de la Révolution socialiste.

Une telle révolution sociale victorieuse dans un pays (surtout si c'est un pays développé comme la France), respectueuse des principes démocratiques et des libertés (sauf celle pour

la minorité capitaliste vaincue de renverser le nouveau pouvoir par la force¹), serait un formidable encouragement pour les autres peuples à faire de même, à propager la socialisation et la planification au niveau des différents continents et à l'échelle mondiale.

Le basculement en 2/3 ans (1989/1991) de l'ensemble des pays de l'Europe de l'Est nous donne un avant goût de ce que pourrait être aujourd'hui une telle généralisation, facilitée par ailleurs par les nouvelles technologies de communication (Internet, visioconférence, câble, satellite, Facebook, Twitter...).

Déjà l'exemple des révolutions tunisienne et égyptienne, celui du mouvement des « indignés » dans de nombreux pays (malgré les contradictions et les forces contradictoires de ce mouvement) nous montrent aussi ce que pourrait être cette généralisation.

Mais après le ralliement « des uns et des autres » à l'économie de marché, celle-ci ne devient-elle pas le seul choix possible ? La mondialisation dite libérale n'est-elle pas la seule alternative ?

Le programme de la Quatrième Internationale peut-il toujours être d'actualité ?

Quelles sont donc les racines historiques du Trotskysme ? Comment s'est-il forgé ?

La crise de la « *direction révolutionnaire du prolétariat* », selon les termes de Trotsky, est-elle enfin en passe de trouver une solution afin de pouvoir résoudre la crise fantastique dans laquelle est plongée l'humanité tout entière du fait de ce système capitaliste pourrissant, plus que jamais à l'agonie ?

Quelle est la politique des principales organisations se réclamant du Trotskysme en France ? Continuent-elles toujours aujourd'hui à s'en réclamer ? Et le font-elles réellement à bon droit ?

C'est ce que nous allons analyser dans les huit chapitres suivants.

¹ Est-ce pour cette raison que J.F. Revel, n'hésitant pas à prendre ses lecteurs pour des imbéciles (dans le Point n° 1501 du 22/6/2001, p. 48), affirmait : « *le trotskisme s'est voulu et demeure l'ennemi mortel des sociétés libres et modernes* ».

Chapitre 1

L'actualité du Trotskysme

« Qui n'a pas de passé n'a pas d'avenir »

2011-2013, la révolution socialiste s'avance inéluctablement, le système capitaliste ne peut empêcher la dislocation du marché mondial, il peut seulement en repousser les échéances en aggravant le mal par le mal, par une augmentation des dépenses militaires et donc des multiples guerres à travers toute la planète, en multipliant les dépenses parasitaires, en créant artificiellement des marchés, le plus souvent purement spéculatifs, par un endettement faramineux et une masse de crédits à fonds perdus, en poussant l'Humanité à la catastrophe comme en 1914-18 ou 1939-45... Le programme trotskyste, rédigé pour prendre en compte cette crise historique, totale, générale, de ce mode de production à l'agonie et pour armer les peuples contre les marchés, manifeste ainsi toujours sa pleine actualité, de façon encore plus visible depuis l'accélération de cette crise à partir de 2007-2008.

Forces productives ou forces destructives ?

Considérons les premières phrases du Programme de Transition, programme de fondation d'une nouvelle Internationale, la Quatrième Internationale, programme qui est donc tout sauf conjoncturel et qui répond à toute une période historique (ce programme est d'ailleurs sous-titré « l'agonie du capitalisme et les tâches de la 4^{ème} Internationale ») :

« La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit, à son tour, la crise financière de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés. Les gouvernements, tant démocratiques que fascistes, vont d'une banqueroute à l'autre... »

... Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore « mûres » pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une

tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution prolétarienne et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire »

Ce texte a été rédigé en 1938, on se croirait en 1973 !... ou en 2013 !

Et pourtant le quotidien patronal « Les Echos » titre en très gros caractères sa première page (9 août 2012) « la crise a 5 ans » !! Pour les trotskystes, elle a pratiquement 100 ans !! La période 2007-2013 n'est qu'une brutale accélération de cette crise historique et finale (nous y reviendrons).

Tout d'abord, qu'entend-on par forces productives ?

La principale force productive, pour Marx, Engels, comme pour Lénine et Trotsky, c'est l'homme, l'homme productif.

Par forces productives, au sens de Marx, il faut entendre la capacité d'enrichissement social, l'utilité sociale, le développement de la civilisation humaine permis par l'ensemble des éléments qui concourent à un moment donné à déterminer la productivité du travail social, c'est-à-dire les ouvriers, les travailleurs, les ressources naturelles, les instruments de production au sens large (« travail mort » lui aussi résultant du « travail vivant »), la connaissance scientifique, le niveau technologique, culturel... De tous les instruments de production, « *le plus grand pouvoir productif c'est la classe révolutionnaire elle-même* » explique Marx dans « *Misère de la philosophie* ».²

C'est le travail de l'homme qui donne aux ressources naturelles, aux instruments de production leur caractère de forces productives de l'humanité.

« Dans un pays ruiné, la première tâche est de sauver le travailleur. La première force productrice de toute l'humanité, c'est l'ouvrier, le travailleur. S'il survit, nous sauverons et nous rétablirons tout, Nous supporterons de longues années de misère, de retour à la barbarie. C'est la guerre impérialiste qui nous a rejetés en arrière, vers la barbarie « mais si nous sauvons le travailleur, si nous sauvons la principale force productive de l'humanité, l'ouvrier, nous retrouverons tout « nous périrons si nous ne savons pas le sauver ; et c'est pourquoi ceux qui en ce moment crient au communisme de consommation, au communisme de soldat, en toisant les autres de haut, en s'imaginant qu'ils sont au-dessus de ces bolcheviks communistes, ceux-là, je le répète, n'ont absolument rien compris à l'économie politique et s'accrochent à des citations de livres, tel le savant dont le crâne est un tiroir à citations qu'il extrait ; mais que se présente une combinaison nouvelle non décrite dans les livres, le voilà perdu, et il prend dans son tiroir justement celle qui ne convient pas » (Lénine, Œuvres, tome 29, 19 mai 1919, page 367).

Pour Marx, le point décisif de l'économie politique est le dédoublement du travail humain en travail abstrait, producteur de valeurs d'échange, et travail concret, producteur de valeurs d'usage.

² Cité dans *la Vérité*, n° 588, p. 115.

Ce sont ces dernières qui précisément font d'un produit du travail social un objet utile, ayant des qualités particulières satisfaisant un besoin social spécifique.

Dans le mode de production capitaliste, les forces productives prennent la forme du capital productif, forme particulière prise à un stade déterminé du cycle de sa reproduction qui, rappelons-le, n'est pas une chose mais un rapport social de production entre deux classes antagonistes.

Les forces productives apparaissent alors non plus comme forces productives du travail humain destinées à satisfaire les besoins sociaux de l'humanité qui les a engendrées, mais comme forces productives du capital, capital productif, destinées à mettre en valeur le capital, à extraire des ouvriers le maximum de plus-value.

La période de la crise historique finale du capitalisme, qui commence lorsque les forces productives se sont développées autant que le permettaient les rapports sociaux et ne peuvent plus croître davantage, la contradiction qui désormais s'exacerbe entre les forces productives et les rapports sociaux capitalistes, entre le caractère privé de l'appropriation et le caractère social de la production va s'exprimer au sein même des forces productives en opposant violemment leur forme de capital productif voué à la mise en valeur du capital, et leur contenu de forces productives du travail humain avec leur finalité de satisfaire des besoins sociaux, indépendamment du mode de production à l'agonie.

La soif de profits du capital le pousse à développer sans limite les forces productives, la productivité du travail notamment ; son agonie ne fait qu'exaspérer cette tendance, mais dans le même temps, les nouvelles forces productives qu'il engendre sont nuisibles pour lui, il ne peut les contenir ; ces hommes, ces moyens de production, ces capitaux il ne peut se les incorporer sans pour cela faire encore plus baisser le taux de profit, accumuler encore plus de marchandises, de capitaux qu'il ne peut réinvestir de façon rentable, qu'il ne peut vendre ; il faut les éliminer !

(L'accélération brutale de la crise actuelle vient d'éliminer une somme équivalente à celle du PIB mondial, soit plus de 50000 milliards de dollars !).

Rappelons qu'actuellement, la masse de capitaux parasites et spéculatifs qui ne peuvent plus directement s'investir dans la production par manque de rentabilité correspond à la somme faramineuse de pratiquement 700000 milliards de dollars !!

Les forces productives sont prises dans l'étau de l'antagonisme entre leur nature d'instruments du travail concret au service des besoins d'humanité et leur forme de capital productif assoiffé de plus-value ; elles tendent à s'amputer de leur propre surplus, inutilisable pour leur mise en valeur en tant que capital productif.

Elles sont contaminées par le parasitisme et la putréfaction du mode de production dans le cadre duquel elles fonctionnent : elles tendent à se nier elles-mêmes, à se transformer en forces destructives.

« Organes d'exécution de la volonté de l'homme sur la nature », elles se dressent contre leur créateur et le menacent d'anéantissement.

Le développement unilatéral (c'est-à-dire pour les besoins de la mise en valeur du capital productif) des forces productives, la transformation de la plupart d'entre elles en forces destructives, une foule d'entre elles ne pouvant trouver la moindre utilisation et

étant par conséquent éliminées, rejetées de la société en tant que forces productives, c'est la réalité globale depuis la guerre 14-18.

Il faut ajouter que si les tendances du capitalisme à la destruction des richesses naturelles, des forces de travail et des richesses accumulées sont nées avec lui, sont inséparables de ses tendances constructives, de ses tendances progressistes (d'expansion des forces productives), il serait faux de croire qu'elles ne se sont manifestées exclusivement que pendant les crises périodiques de surproduction. Non, elles l'ont accompagné tout au long de son existence.

Mais, pendant la période historique ascendant du capitalisme, ses tendances constructives progressistes ont constamment pris le dessus sur ses tendances destructives, sauf précisément durant les crises cycliques, souvent brutales, mais brèves, qui sont revenues tous les 10 ans environ, lui permettant « d'assainir » son économie par des destructions massives auxquelles succédait une nouvelle phase d'expansion.

Dans la crise historique finale du régime de la propriété privée des moyens de production, ces tendances destructrices prennent le pas, non pas pour quelques mois ou années, mais définitivement sur ces tendances constructives.

De là découle, non pas la possibilité, mais la nécessité du socialisme, ainsi que le pronostic de la tendance à l'effondrement du capitalisme (section 3 des Grundrisse)

« On voit que la production capitaliste n'est pas un système de production absolu mais un simple mode historique de production correspondant à une certaine époque de développement restreint des conditions matérielles de production (le Capital, livre 3).

« Arrivé à un certain point (1914 pour Trotsky), le capital, c'est-à-dire le travail salarié, entre dans le même rapport avec le développement de la richesse sociale et des forces productives que les corporations, le servage, l'esclavage, et est nécessairement arraché comme une chaîne... L'anéantissement violent de capital, non par des rapports qui lui seraient extérieurs, mais comme condition de son propre maintien, est la forme la plus frappante sous laquelle avis lui est donné d'avoir à s'en aller et à céder la place à un stade supérieur de la production sociale » (Marx, Grundrisse, pages 634-636).

La lutte menée contre la féodalité par le capital ascendant pour sa libération dans le cadre national a cédé le pas à la lutte du capital financier ultra-réactionnaire, décrépît, se survivant à lui-même, allant vers son déclin, contre les forces nouvelles. Le cadre national bourgeois des Etats, qui avait fourni dans la première époque un point d'appui au développement (souligné par Lénine) des forces productives de l'humanité en train de se libérer du système féodal, est maintenant devenu, dans la troisième époque, un obstacle (souligné par Lénine) à l'essor ultérieur de ces mêmes forces. Naguère classe avancée et ascendante, la bourgeoisie est devenue une classe décadente, déclinante, moribonde, réactionnaire. C'est une tout autre classe qui, sur le vaste plan de l'histoire, est devenue la classe ascendante » (Sous un pavillon étranger, février 1915, Lénine, Œuvres, tome 21).

Au-delà de ce certain point, le capitalisme se trouve désormais dans le même conflit avec « le développement de la richesse sociale des forces productives » que les modes de production défunts auquel il a succédé ; au-delà de « ce certain point », il entre à son tour en agonie, sa crise historique finale commence ; c'est une nouvelle période historique, celle

des guerres et les révolutions, la classe ouvrière et son parti international de classe doivent nécessairement renverser ce système capitaliste devenu décadent de façon absolue !

« Une société ne disparaît jamais avant que ne se soient développées toutes les forces productives qu'elle peut contenir ». Marx, Lénine, Trotsky l'ont répété à de nombreuses reprises.

Pour Lénine, Trotsky comme pour Marx, « *l'humanité ne se pose que les tâches qu'elle peut résoudre* » « *Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions matérielles d'existence de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société* » (Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique, préface*, pages 2 et 3). C'est pourquoi les conditions étaient « écloses » en 1917. Que le socialisme ne l'ait pas emporté signifie obligatoirement qu'une « formation sociale » – le capitalisme – s'est survécu près d'un siècle après s'être transformée en « entrave absolue », selon les termes mêmes de Trotsky (et non pas seulement « entrave relative ») au développement des forces productives. C'est ce qui a nourri tout le combat de Trotsky pour assurer la continuité du combat pour la révolution prolétarienne, jusques et y compris la fondation de la IV^e Internationale, basée sur un programme mettant en relation « *l'agonie du capitalisme* » et les « *tâches de la IV^e Internationale* ».

Beaucoup nient le caractère marxiste de la notion de forces destructives, expliquant que la nature de la production n'a pas d'importance, seul compte ce qui est produit, confondant par ailleurs production, croissance de la production et forces productives, tout comme les économistes bourgeois, mais est-ce vraiment un hasard !!

Voici quelques références permettant de balayer cette assertion.

Marx parle du capitalisme comme « sapant de manière destructive la nature et les hommes », « utilisant de façon destructive les forces productives », « forces productives se transformant en forces destructrices » car l'aspect essentiel est non pas seulement le quantitatif mais surtout le qualitatif, « la capacité d'enrichissement de l'individu social », « l'utilité sociale » dit Marx pour caractériser les forces productives.

Marx précise, dans le tome 1 du Capital, « *la production capitaliste ne développe la technique et la combinaison sociale du procès de production qu'en épuisant en même temps les deux ressources d'où jaillit la richesse, la terre et le travailleur. Avec les conditions matérielles et les combinaisons sociales de la production, la technique propre au machinisme développe en même temps les contradictions et les antagonismes de la force capitaliste de cette production, avec les éléments de formation d'une société nouvelle, les forces destructives de l'ancienne.* »

Et le troisième congrès de l'Internationale communiste :

« *Le capital fictif s'enfla dans la mesure même dans laquelle le capital productif était détruit, Le troisième congrès put constater que le capitalisme, après avoir accompli sa mission de développer les forces productrices, est tombé dans la contradiction la plus irréductible avec les besoins non seulement de l'évolution historique actuelle, mais aussi avec les conditions d'existence humaine les plus élémentaires... La fabrication de moyens de*

production se transforma en fabrication de moyens de destruction, le capitalisme qui se survit ainsi à lui-même, est entré dans la phase où l'action destructrice de ses forces déchainées ruine et paralyse les conquêtes économiques créatrices déjà réalisées par le prolétariat » (c'est moi qui souligne) : (Thèse sur la situation mondiale et la tâche de l'IC).

« L'économie capitaliste se trouve dans une impasse. Les forces productrices ne peuvent plus se développer dans le cadre du régime capitaliste » (thèse pour la propagande parmi les femmes).

Trotsky (« œuvres, 1924 ») : « Notre époque est caractérisée par la transformation rapide de la plupart des forces productrices du capitalisme en forces destructrices. Le fait n'est pas nouveau mais se présente aujourd'hui à un degré beaucoup plus haut que par le passé. Les forces productrices engendrées par le capitalisme dans les limites de l'Etat national et de la propriété privée en arrivent en une sorte d'hystérie furieuse, aspirent à s'évader de la geôle capitaliste, deviennent des forces destructives, s'anéantissent elles-mêmes par la guerre pour renaître et se consacrer aussitôt de nouveau, en majeure partie, au militarisme. La guerre impérialiste a été l'insurrection des forces productrices, c'est-à-dire de la technique humaine contre l'homme qui, ayant su maîtriser la nature, n'a pas su maîtriser la société, n'a pas su créer une organisation du travail basée sur la raison et la solidarité ».

Trotsky (« œuvres, 1937 ») : « Marx enseignait qu'aucun ordre social n'abandonne la scène avant d'avoir épuisé ses forces créatrices. Le Manifeste flétrit le capitalisme parce qu'il entrave le développement des forces productrices. A son époque cependant, ainsi qu'au cours des décennies suivantes, cette entrave n'était que relative. Ce n'est qu'au cours des 20 dernières années qu'en dépit des découvertes les plus modernes de la science et de la technique, s'est ouverte la période de la stagnation et même du déclin de l'économie mondiale. L'humanité commence à vivre sur le capital accumulé... ».

Trotsky, dans « Quatre-vingt-dix années de Manifeste communiste », écrit donc en 1937 : « Les auteurs du Manifeste escomptaient que le capital se briserait longtemps avant de se transformer d'un régime réactionnaire relatif en un régime réactionnaire absolu. (souligné par moi). Cette transformation ne s'est précisée qu'aux yeux de la génération actuelle et a fait de notre époque celle des guerres, des révolutions et du fascisme. »

Trotsky fait commencer avec précision l'époque historique que nous vivons, l'ère des guerres et des révolutions, avec la première guerre mondiale.

Rappelons, notamment pour ceux qui assimilent croissance de la production et croissance des forces productives, que sur la même période, on est passé pour le volume total de la production de l'indice 100 en 1913 à, en 1938, l'indice 109,4 en France, 159,9 en Allemagne, 153,8 en Italie, 158,3 en G B, 143,7 au Canada, 163,3 aux USA et pour les sciences et techniques, c'est le grand bond en avant (la relativité générale et la mécanique quantique, le microscope électronique, la révolution chimique en médecine, l'automobile et l'avion qui prennent leur essor, le bon de la productivité avec le taylorisme-fordisme...).

Et Trotsky qui ose dire en 1938, dans le programme de fondation d'une nouvelle Internationale : « les forces productives ont cessé de croître ».

Dans un texte de 1935, il précisait : « *Depuis la guerre, avec la domination du capital financier monopolisateur, les crises conjoncturelles surpassent de loin les animations ; on peut dire que les crises sont devenues la règle, les montées l'exception ; le développement économique dans son ensemble va vers le bas et non vers le haut.* »

Toujours Trotsky (« discussion avec des membres du SWP sur « l'agonie du capitalisme », série classique rouge !) :

« La politique, elle, ne doit se régler que sur la question essentielle, celle du développement des forces productives et du blocage de ce développement par la forme capitaliste d'organisation de la propriété, et son résultat, le chômage croissant ; la plus grande des plaies sociales. Les forces productives ne peuvent pas se développer plus avant. La science et la technique se développent mais les forces matérielles déclinent. Cela signifie que l'humanité s'appauvrit de plus en plus... La société a totalement épuisé ses possibilités internes et doit être remplacée par une nouvelle société ou alors l'ancienne société ira à la barbarie ».

En mai 2009, un expert français, L.Carroué, directeur de recherche à l'Institut français de géopolitique, explique : « nous ne sommes en fait qu'au début de la crise... En prenant pour base les estimations de la Banque mondiale qui fixe le PIB mondial à 54347 milliards de dollars, le coût de la crise se monte d'ores et déjà à 103 % du PIB mondial, le coût global de la fantastique destruction de richesses à laquelle nous assistons peut être évalué à minima à 55800 milliards de dollars, ce qui correspond à une destruction de capital équivalente à un grand conflit mondial »

Nous sommes bien toujours et encore dans la période décrite par Trotsky, celle de l'agonie du capitalisme, prolongée par les appareils. La crise de l'humanité est bien celle de la direction révolutionnaire !

« Le capitalisme en putréfaction ne parvient à survivre qu'au prix de destructions chaque fois plus gigantesques des forces productives dans une combinaison de guerres généralisées et d'une guerre économique et sociale de destruction de la principale force productive, à savoir la classe ouvrière » (7^{ème} congrès de la 4^{ème} Internationale)

Pour les pablistes (du nom de Pablo qui capitulera devant la bureaucratie stalinienne, nous en reparlerons longuement) qui se réclament frauduleusement et de plus en plus honteusement du Trotskysme (la LCR en France, puis le NPA), les forces productives continuent de croître !!

Que cette même masse de capitaux parasites (700000 milliards de dollars, y a de la marge !) détruise des centaines de milliers d'emplois en Espagne, en Irlande, aux USA... dans le secteur de l'immobilier, et mettent à la rue des millions de personnes, où voyez vous des forces destructives ? Ce sont de belles forces productives, car voyez vous, il va en falloir des « soins » pour réparer les dégâts ! Encore de belles sources de profit !

Et puis les capitalistes comptabilisent tout ce qu'ils détruisent dans le calcul du PIB, c'est-à-dire, « la richesse nationale » (sic !), alors nous, en adorateurs des belles statistiques officielles, on reprend leurs chiffres à notre compte, on voit que tout continue à augmenter, alors pourquoi ne pas se contenter de faire tout ce que font les tenants bourgeois, staliniens et sociaux-démocrates de l'ordre capitaliste !

Et la progression exponentielle des dépenses militaires et paramilitaires (les dépenses militaires de l'impérialisme américain qui représentent près de 50 % du total mondial, ont augmenté en volume de plus de 50 % de 2000 à 2007, guerres en Irak, en Afghanistan, plus de 100 guerres locales à la surface de l'ensemble de la planète, le stock de bombes thermonucléaires capable de détruire la terre des centaines de fois, quelles belle forces productives ! a la fois des forces productives qui détruisent et des forces productives détruites. Il faut vraiment s'appeler Lénine ou Trotsky pour oser parler de « forces de destruction ! », sans même parler de l'essentiel de la recherche spatiale et de la plus grande part de la recherche scientifique qui leur sont consacrées !

Cela confirme bien que l'industrie d'armement est bien toujours, avec le parasitisme financier, le volant d'entraînement de toute l'économie capitaliste.

Même Lutte Ouvrière est obligée d'en convenir ! (Lutte de classe-Texte de congrès de LO de 2001)

« Par delà les variations cycliques, inhérentes à l'organisation capitaliste de l'économie à tous les stades de son développement, c'est le caractère impérialiste, à dominante financière, de l'économie capitaliste, qui constitue un obstacle devant une nouvelle ère d'essor des forces productives.

Le capitalisme n'a plus la même capacité de « révolutionner » depuis longtemps. Il est devenu un frein du point de vue du développement des forces productives et un facteur de conservation essentiel dans le domaine des rapports sociaux. Bien sûr, les sciences et les techniques n'ont pas cessé de progresser, quoique d'une façon fortement marquée par la prédominance des intérêts privés, par la concurrence, par les brevets, etc. Mais ce ne sont pas les progrès techniques qui donnent à une économie capitaliste de plus en plus parasitaire la capacité de se saisir de ces progrès techniques pour accroître de façon significative les forces productives. De l'utilisation de l'énergie nucléaire à la militarisation de l'espace dès qu'il a commencé à être maîtrisé, nombreuses sont les illustrations de la propension du capitalisme à transformer des inventions majeures non pas en moyens d'accroître les forces productives, mais en moyens de destruction.

Quand Lénine ou Trotsky décrivaient l'impérialisme come l'âge sénile de l'organisation capitaliste de l'économie, ils n'émettaient pas un jugement moral. Ils constataient que cette organisation économique est arrivée au bout du rouleau du point de vue du développement des forces productives.

Ni l'un ni l'autre ne s'attendaient à ce que cet ordre social se survive si longtemps et que l'âge sénile soit ô combien plus long que cette jeunesse où, pour reprendre le mot du Manifeste communiste, le capitalisme a accompli des « merveilles ».

Trotsky a vécu assez longtemps pour connaître une partie du prix que l'humanité a dû payer pour cette survie avec la grande dépression de 1929, le fascisme et le nazisme, la seconde guerre mondiale et, de façon indirecte, la dégénérescence bureaucratique du premier Etat ouvrier.

Et même les « trente glorieuses », ces trois décennies, en réalité la moitié à peine, qui passent aujourd'hui pour l'âge d'or perdu du capitalisme de l'après-guerre, n'avaient en réalité rien de glorieux pour la société. Pas seulement parce que le sort de la classe ouvrière

ne s'est amélioré que comparativement à la guerre et à ses lendemains immédiats. Mais parce qu'elles ne représentaient nullement cette période d'essor économique que décrivent ses laudateurs, pour qui la croissance du produit intérieur brut équivaut à un accroissement des forces productives, alors que le premier inclut les faux frais de l'économie capitaliste, jusques et y compris les dépenses d'armement, le coût du militarisme, sans même parler des retombées diverses du trafic de la drogue et du crime organisé »

Mais les pablistes insistent : les trente glorieuses manifestent la formidable capacité du système capitaliste à développer les forces productives ! Il est vrai que le fait que les forces productives aient cessé de se développer ne signifie pas que le processus d'accumulation se soit arrêté ou que la production soit en chute (ce qui peut d'ailleurs être vrai à tel ou tel moment de cette période historique). Même dans sa période d'agonie, le capitalisme ne peut que demeurer par nature « *un système révolutionnant constamment les instruments de production, donc les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux* », comme le dit Marx.

En fait, ce « fameux » cycle d'expansion n'a jamais concerné qu'une dizaine de pays (sur 150 !!) de 1950 à 1970, sur la base de destructions massives jamais vues dans l'histoire (plus de 50 millions de morts, des centaines de millions de blessés et de handicapés, des centaines de millions de produits, d'outils, de machines, d'usines... détruits, Hiroshima et Nagasaki...), sans parler du formidable volant d'entraînement qu'ont été les dépenses militaires et paramilitaires (guerres de Corée, du Vietnam...) et l'explosion du parasitisme financier ! Et sans parler du fait que les capitalistes comptabilisent dans le calcul du PIB des tas d'activités directement destructrices de forces productives, à commencer par les dépenses militaires et para-militaires. Ce rebond limité à quelques pays et purement conjoncturel s'est donc réalisé sur une énorme base destructive ; de tels rebonds, bien sûr, sont envisagées par Trotsky, par les premiers congrès de l'Internationale communiste, mais, répétons le, sur quelles bases pour l'essentiel !! Ce ne sont que quelques nouvelles connexions neuronales sur fond d'accélération de la décrépitude liée au stade de la vieillesse !

Rien d'étonnant que la méthode quantitative et statisticienne des économistes bourgeois donne des résultats tout à fait indépendants de l'emploi qui est fait des forces productives : ces hommes, ces machines, ces outils peuvent servir indifféremment à bâtir des hôpitaux, des écoles ou à accroître le stock de bombes thermonucléaires de la planète ; le résultat de la mesure de ses forces productives sera exactement le même dans ces divers cas !

D'autre part, penser que les écrits de Lénine, de Trotsky... sont purement conjoncturels, c'est vraiment ne rien comprendre au Marxisme !! D'ailleurs, est-ce un hasard si de plus en plus d'économistes bourgeois reprennent les textes de Marx pour savoir, pour comprendre ce qui se passe ! Les pablistes et leurs héritiers continuent de parler de croissance des forces productives, y compris depuis 2007, quand sous nos yeux, les fameux tigres, ou dragons, ou crapauds européens s'effondrent comme des châteaux de cartes : Espagne, Portugal, Irlande et ce n'est qu'un début ! Quelle belle expression de la croissance des forces productives !

Et aujourd'hui encore, en 2012-2014, staliniens et ex-staliniens, sociaux-démocrates,

pablistes et consorts, considèrent toujours que les forces productives continuent de croître puisque le PIB mondial continue de croître, même faiblement !

Qu'en est-il donc pourtant des besoins fondamentaux de la grande majorité de l'humanité en termes de nourriture, de logement, de vrai travail, de santé, d'éducation, d'air respirable, d'eau potable, de terre utilisable, etc... Où en est donc « l'enrichissement de l'individu social » dont parle Marx à propos des forces productives ?

« Depuis la crise de 2008, l'expansion des produits financiers a pu continuer, mais cette dynamique n'est portée par aucune perspective de gains dans aucun secteur croissant de l'économie privée. Cette expansion n'est alimentée que par les budgets des Etats et des banques centrales. Afin d'éviter l'effondrement immédiat du système financier, c'est la puissance publique, traditionnellement le débiteur le plus fiable, qui a repris les crédits pourris. Les banques centrales ont même franchi un pas supplémentaire. Non seulement elles proposent aux banques d'affaires des montants de crédits, à des niveaux jamais atteints et à des taux d'intérêts proches de zéro, mais en plus elles se sont transformées en des "Bad Banks", des sortes de décharges pour déchets toxiques de l'avenir capitaliste déjà consommé. Elles acceptent des titres de propriété qui ne trouvent plus preneur sur le marché comme garantie pour accorder des crédits, et en plus elles achètent, pour refinancer la puissance publique, des emprunts de leurs propres Etats. Il est clair qu'à terme on ne peut pas enrayer un processus de crise avec de telles mesures.

Ce n'est pas pour rembourser les dettes de l'Etat qu'on enlève les dernières miettes, mais pour garder un peu plus longtemps un semblant de crédibilité face aux marchés financiers, dans le but de pouvoir continuer à emprunter. C'est le caractère cynique des programmes d'austérité mis en place dans les pays du sud de la zone Euro. C'est uniquement pour que la zone Euro puisse maintenir encore un temps le simulacre de la capacité de rembourser ses dettes que la majorité des populations sont poussées dans la misère ».E.Lohoff et N.Trenkle, août 2012.

Le crédit qui, autrefois, contribuait au développement des forces productives, en est, aujourd'hui, un instrument de destruction en masse. La crise de la dette est un concentré de la décomposition du système capitaliste.

Nous sommes bien toujours et encore dans la période décrite par Trotsky, celle de l'agonie prolongée du capitalisme, de sa putréfaction, qui ne peut survivre que par des destructions de plus en plus gigantesques.

Que sont donc, en résumé, les forces destructrices, qui elles, à l'inverse des forces productives, connaissent une croissance de plus en plus prodigieuse !

Les forces destructives sont donc d'une part la destruction massive de forces productives :

Première destruction massive de forces productives :

Plus de 100 guerres à travers toute la planète, faisant des millions de morts, de blessés, de handicapés (800000 morts pour la seule guerre civile du Rwanda, des centaines de milliers dans l'ex-Yougoslavie, en Irak, en Afghanistan, au Darfour, en Palestine, en Libye...), c'est l'époque historique des guerres et des révolutions (justement depuis 1914, et la première révolution victorieuse en Russie), sans parler des centaines de millions de